

CTPD SUPPRESSION D'EMPLOIS DU 16 DECEMBRE 2010

89 suppressions d'emplois pour le Nord !!!

	Filière Fiscale			Gestion Publique	
	Suppressions/ Redéploiements	Requalifications	TOTAL	Suppressions/ Redéploiements	Requalifications
Catégorie A	+ 4	+ 10	+ 14	- 3	*
Catégorie B	+ 10	+ 19	+ 29	- 32	*
Catégorie C	- 67	- 29	- 96		*
Huissier				- 1	*
Total	- 53	0	- 53	- 36	*

* non déterminées à ce jour

Le détail des suppressions d'emplois à la DGFIP pour 2011 (2 543 suppressions, - 1 539 dans la filière fiscale et -947 dans la filière gestion publique, -57 sur les structures fusionnées EnfiP et centrale) contre 2 569 en 2010 a été présenté aux organisations syndicales pour le CTPC du 6 décembre dernier.

Pour le Nord, la saignée se monte à 89 emplois nets (-53 à l'ex-DGI et -36 à l'ex-DGCP).

Sur la filière fiscale, le plan de qualification ministériel augmentant les volumes d'emplois sur les catégories A et B est financé par 29 suppressions de cadre C supplémentaires :

Il s'agit en réalité de 96 postes de catégorie C qui seront supprimés.

C'est le niveau le plus élevé dans le Nord depuis le début des suppressions d'emplois !!!

Rappelons à ce propos que depuis 2002, ce sont plus de 18 000 emplois qui auront été supprimés au sein de nos deux anciennes directions nationales.

Déterminer des prélèvements d'emplois au prétexte des gains de productivité, des simplifications, alors que rien ne permet de les justifier, mais pour répondre à la commande politique.

Les files d'attente interminables dans les SIP, l'absence de volonté de donner des moyens aux trésoreries de proximité, de satisfaire les besoins des élus suite aux différentes décisions gouvernementales, de donner des moyens aux CIS ou CPS pour assurer leur mission d'accueil, de satisfaire les besoins en matière de contrôle fiscal, la liste des missions fragilisées ou remises en cause est malheureusement longue.

Avec tout ce que cela engendre en terme de conditions de travail, de possibilité (ou plutôt désormais, d'impossibilité) de mutation, mais également de droit à la stabilité sur un poste.

Les collègues concernés par ces suppressions d'emplois, et qui étaient affectés sur un poste fixe, se retrouvent désormais dans la précarité la plus totale.

Comment leur expliquer qu'au nom de téléactes, de la DPR, de la télédéclaration, du critère de l'efficacité, son poste est supprimé alors que comme tous les agents, il est submergé par les tâches supplémentaires,

conséquences des fusions, de la polyvalence...

Quant aux collègues de la filière gestion publique , l'horizon n'est guère plus rose, puisque les suppressions d'emplois B et C sont amalgamées.

La création de la DGFIP n'est pas une simple réforme d'organisation des deux anciennes direction de la DGI et de la DGCP : son objectif premier reste la suppression massive d'emplois !!!

A la DRFIP Nord, plus aucun service n'est épargné par les suppressions d'emplois :

Pour la filière fiscale, les SIP, les CH, les SIE, les ICE, les BCR, les BDV, les services de directions, les CDIF et pour la filière gestion publique, les trésoreries municipales, la paierie départementale, Lille Amendes, Huissiers, les services de direction, les recettes de finances...

Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes régressives et des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions décentes.

Le président de la république et son gouvernement n'en sont manifestement pas à se poser la moindre question sur la pertinence et la justesse de leurs choix. Ils n'en sont pas à s'interroger sur les dégâts que génère leur politique sur les personnels comme sur les usagers.

Ils foncent tête baissée dans la mise en œuvre du dogme ringard qu'ils ont eux même défini : le non remplacement à minima d'un fonctionnaire sur deux.

A la DGFIP, même, il est dépassé puisque 65,40 % des départs en retraites ne sont pas remplacés.

Dans le Nord, le manque d'effectifs a d'ores et déjà poussé notre administration à opérer des priorités dans l'exercice de nos missions, à fermer des perceptions en milieu rural, à dégrader le conseil aux collectivités, à organiser certaines missions dans des pôles reconcentrés et éloignés de la population, à réduire les moyens dans les accueils (surtout pour les populations non imposables comme Roubaix, Maubeuge...).

Aussi est il urgent :

- ~ d'assurer le remplacement des départ en retraite en créant les emplois nécessaires
- ~ de donner les moyens aux services publics de répondre aux besoins croissants de la population et de l'économie sur tout le territoire.
- ~ D'assurer le maintien et la progression du pouvoir d'achat des agents publics et notamment par l'augmentation du point d'indice ;
- ~ d'abroger la loi dite « de mobilité », véritable broyeuse du statut du fonctionnaire.

IL EST URGENT QUE NOUS RELEVIONS LA TÊTE !!!

C'est pourquoi l'intersyndicale DRFIP Nord appelle au rassemblement tous les agents ce jeudi 16 décembre de 8h30 à 9h30, devant le site Lille Liberté (Ex DSF Nord Lille, lieu du CTPD emplois) et dans le hall de tous les grands sites à la même heure pour dénoncer cette situation intolérable.